

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2160

Edition du
03 avril 2017

DANS CE NUMÉRO

Transports: la course dans le nuage (Michel Béguelin)

La connexion mondialisée et l'automatisation bousculent les certitudes en matière de mobilité, pour le rail comme pour la route

Contrôler l'immigration: pourquoi des contingents s'imposent (Benoît Genecand)

Débat: le conseiller national PLR genevois persiste et signe en développant sa pensée

Contrôler l'immigration: sans contingent, c'est possible (Jean-Daniel Delley)

Débat: une réponse à Benoît Genecand

La démocratie au temps du néolibéralisme (Olivier Meuwly)

A propos du dernier livre de Marcel Gauchet

De «l'initiative de crise» à l'action publique face à la crise des «subprimes» (Jean-Pierre Ghelfi)

Crise et chômage sont devenus des phénomènes durables auxquels on sait mieux répondre

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

Transports: la course dans le nuage

La connexion mondialisée et l'automatisation bousculent les certitudes en matière de mobilité, pour le rail comme pour la route

Michel Béguelin - 02 avril 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31315>

Dans le domaine des transports, les grands projets d'investissement, et les mieux planifiés, subissent régulièrement des changements en cours de réalisation. Il s'agit d'aménager la transition entre les effets à long terme des décisions politiques et les nouvelles conditions de leur mise en œuvre effective. L'opération exige imagination et capacité d'adaptation, afin de concilier la «*technique fiction*» devenue réalité avec le cadre financier préétabli, tout en respectant les équilibres voulus par un fédéralisme sourcilleux.

Aujourd'hui, ce sont les fulgurants progrès de la [numérisation](#) qui mettent à l'épreuve le proverbial pragmatisme helvétique.

Le récent Salon de l'auto de Genève a mis en évidence [les révolutions](#) en cours en matière de transports individuels. Les véhicules plus ou moins électriques, plus ou moins sans conducteur, roulent déjà et, à coup sûr, ils seront d'usage courant dans cinq à dix ans. Idem en ce qui concerne les camions, même si en Suisse l'évolution dans ce secteur paraît plus lente qu'en Suède, par exemple.

Ironie du sort technologique, tant pour les automobiles que pour les camions:

l'automatisation de la conduite des véhicules passe obligatoirement par leur capacité de former des convois afin d'utiliser au mieux les infrastructures existantes, en particulier les autoroutes. En quelque sorte, il s'agira de créer des «*trains*» de véhicules autonomes.

Le rail se prête bien à la numérisation

Dans les entreprises ferroviaires, on réfléchit beaucoup et ça bouge de plus en plus, pas seulement dans les esprits. Mais en ordre dispersé pour le moment. Quelques exemples d'une fiction devenue réalité, en commençant par une première mondiale.

Le Gornergrat Bahn, le plus haut train à ciel ouvert d'Europe qui grimpe à plus de 3'000 mètres en alternant les simple et double voies pour assurer un trafic par moments très dense, innove en se mettant [sur le «nuage»](#) pour la gestion des infrastructures et du trafic. Toutes les installations et opérations de sécurité (aiguilles, signaux, entretien préventif) fonctionnent sur commande à distance depuis la région zurichoise, au siège suisse de l'installateur Siemens qui reste [propriétaire](#) des équipements et logiciels. La multinationale

allemande vise le niveau mondial du secteur «*mobilité numérique*», aux côtés de Google, Apple, etc. A noter que s'il est possible d'assurer la télégestion depuis Zurich, on peut le faire aussi depuis Berlin ou depuis tout autre site dans le monde, par exemple depuis Hangzhou, où [Alibaba](#) tient caverne pour ce type de services aux entreprises de transports.

Le Südostbahn (SOB) - St.Gallen-Rapperswil-Arth Goldau - joue aussi au laboratoire d'essais. La compagnie teste, entre autres, de nouveaux types d'installations de voies et de nouvelles méthodes. Audace suprême et trait de génie: l'écartement de la voie normale, fixé à 1'435 millimètres depuis 1829 est porté à 1'437 millimètres, une différence de deux millimètres qui peut apporter des millions d'économies réalisables sur un réseau ferroviaire relativement sinueux comme celui de la Suisse, où les rails et les roues s'usent relativement vite. Toutes les entreprises - voie normale et voie étroite - suivent ces efforts et en bénéficient plus ou moins, en fonction d'[accords ponctuels](#). Quant à la société Bern-Lötschberg-Simplon, elle fonce et le prouve: elle ose défier les CFF en trafic grandes lignes,

ce qui pourrait remettre en cause la cohérence du système suisse.

Mais les CFF ne sont pas en reste. Ils ont créé un fonds de douze millions pour étudier en particulier les possibilités offertes par une numérisation systématique en termes d'accroissement de la capacité des tronçons surchargés et de diminution des coûts. Les CFF escomptent une [économie de 450 millions](#) à terme. Et leur ambitieuse «*stratégie 2020*» vise rien moins que la mobilité intégrée, bien sûr avec des partenaires tels que [Google et IBM](#).

Effervescence modérée au niveau politique

Le département fédéral des transports a mandaté l'OFT pour superviser les études, en collaboration avec trois autres

offices (routes, développement territorial et communication). Depuis le début de l'année, [un spécialiste](#) de la numérisation des offres et du développement de véhicules automatisés dans le trafic routier et les transports publics est à la manœuvre.

Il s'agit de «*vérifier les différentes possibilités d'action*». Une phrase significative: «*Comme la mise en place d'une réglementation par l'Etat dure au moins quatre ans, il pourrait être judicieux d'étendre les marges de manœuvre des projets pilotes...*» En résumé, à Berne on se hâte sans excès. Un bon signe toutefois: l'idée d'expérimenter l'automatisation intégrale sur la nouvelle ligne Neuchâtel-La Chaux-de-Fonds est soutenue par l'OFT. Mais si ce dernier annonce bien qu'il a «*lancé une*

étude en vue de vérifications approfondies», il précise par ailleurs qu'il «*n'a reçu aucune demande concernant un essai pilote*». Alors, qui va oser la réalisation du projet?

Au rythme prévu, il est évident que la technologie numérique, par définition sans frontières, se développe beaucoup plus vite - et plus largement - que nos procédures politiques habituelles. L'écart, saisissant, prend une ampleur de moins en moins rattrapable. Une chose est certaine: il s'avère totalement impossible de freiner cette évolution. Reste dès lors à inventer une manière plus agile, mais toujours helvétique, de la maîtriser. Qui relèvera le défi, et pas seulement dans les transports? Et qui accompagnera de ses réflexions la mutation de l'ensemble de l'économie et de la société?

Contrôler l'immigration: pourquoi des contingents s'imposent

Débat: le conseiller national PLR genevois persiste et signe en développant sa pensée

Benoît Genecand - 30 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31293>

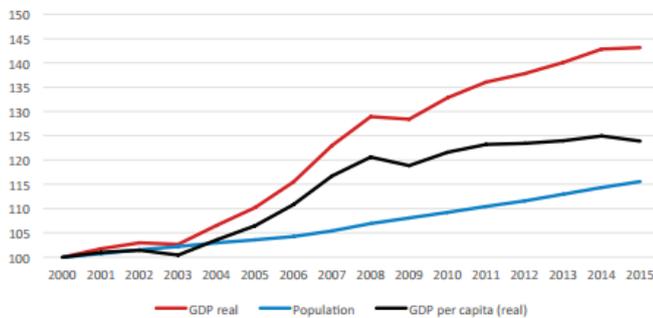


Figure 3: GDP (real), Population and GDP per Capita (real) Development in Switzerland between 2000 and 2015 (All data in index form with the year 2000 = 100); Source: Swiss Federal Statistical Office³. Own calculations.

source : étude Straubhaar

Ma [critique](#) de la libre circulation des personnes a déclenché un tollé.

La discussion est bloquée avant d'avoir commencé. Les opposants assimilent cette critique à un rapprochement avec l'UDC et considèrent ainsi accompli leur travail argumentaire. D'autres s'interdisent de réfléchir au motif que la libre circulation fait partie des Accords bilatéraux I et qu'une dénonciation n'est pas envisageable tant les conséquences économiques seraient négatives.

On ne réfléchit donc pas de peur de trop perdre si une action devenait nécessaire. Ces deux refus de discuter sont erronés. Seules la critique, la nuance et la discussion permettent de défaire et d'analyser ce qui, sinon, est perçu comme un bloc, à prendre ou à laisser. Voici donc le début d'un débat.

En 2002, au moment de la mise en application de la libre circulation des personnes, on pensait que les systèmes économiques de la Suisse et de l'UE allaient converger, que les différences salariales allaient s'atténuer. Les quatre libertés (libre circulation des biens, des capitaux, des services et des personnes) devaient rapprocher économiquement les pays réunis. Ce pronostic ne s'est pas vérifié.

Dans une [publication](#) récente, Thomas

Straubhaar, de l'Université de Hambourg, conclut qu'il faut désormais admettre une hypothèse de divergence durable: «...*there is no tendency towards wage convergence but rather towards wage divergence (or at least permanent wage differences)*.» D'une situation transitoire de tensions sur le marché suisse du travail, nous devons accepter de vivre avec une permanence voire un accroissement de ces tensions. Le pouvoir d'attraction d'un contrat de travail helvétique ne fera que grandir.

En Suisse, il y a environ 4 millions de personnes actives (équivalents plein temps) contre 233 millions dans l'UE25, dont presque 100 millions pour nos trois grands voisins: Allemagne, 44 millions, France, 28 millions et Italie, 23 millions. Pour ces 100 millions de Français, d'Allemands et d'Italiens, il n'y a aucune barrière d'entrée pour s'établir dans la région suisse qui correspond à leur aire linguistique. On a donc 4 millions *versus* 100 millions! Avec, dans tous les domaines et tous les métiers, des conditions salariales bien meilleures en Suisse. Nier que les personnes actives en Suisse, qu'elles soient de nationalité suisse ou non, sont soumises à une pression forte sur le marché du travail, c'est nier l'évidence.

La libre circulation des personnes est bonne pour l'économie. Ou, pour l'exprimer différemment, pour le capital. Que ce capital soit grand ou non. Qu'il s'agisse d'une multinationale ou d'une épicerie de quartier: les deux profitent d'une augmentation du Produit intérieur brut (PIB) basée sur une croissance de la population. Dans ce modèle de développement, ceux qui maîtrisent le sol, bien rare par excellence, profitent encore plus. La hausse continue du prix des logements en témoigne.

Ce qui est bon pour l'économie peut-il être dommageable pour les personnes employées dans cette économie? En principe non. Le très faible chômage en Suisse en est l'indicateur le

plus évident. Cela dit, une appréciation nuancée s'impose pour les salariés.

100 millions d'un côté, 4 de l'autre: cette concurrence réduit drastiquement la capacité individuelle de négocier une augmentation de salaire. Le graphique en tête de cet article illustre cette situation. Après une période de croissance parallèle du PNB et de la rémunération par personne de 2002 à 2008, le niveau des rémunérations individuelles (ligne noire) n'a plus suivi la hausse et a stagné.

Cette stagnation des salaires avec des charges qui augmentent (loyers et assurances maladie) explique la frustration grandissante de la classe moyenne.

Ajoutons qu'au-delà de la question salariale, il y a la pression et le stress au travail auxquels il est beaucoup plus compliqué de résister quand on sait que l'on peut être remplacé demain par une quinzaine d'Européens.

Le marché du travail n'est en outre pas uniforme. Il y a les biens-portants, bien-formés, les plein-d'énergie-et-d'ambition et puis, il y a les autres. Ceux qui ont un coup de mou, qui perdent leur emploi après 50 ans, les jeunes qui veulent entrer sur le marché du travail, ceux qui ont un léger défaut, soit de personnalité, soit physique, ou ceux enfin qui n'ont pas vraiment fini leur formation. Ces actifs qui ne sont pas au top - qui représentent combien? 10, 15, 20% de l'ensemble des actifs? - sont encore plus exposés à cette concurrence avec les Européens. Et parfois, trop souvent, ils décrochent complètement.

On nous dira qu'il faut des mesures d'accompagnement pour protéger les travailleurs. Je suis d'un avis différent. C'est l'entrée du marché qu'il faut réguler. Avec des quotas, des contingents. Et laisser ensuite le marché du travail fonctionner aussi librement que possible. Une implication lourde de l'Etat pour «domestiquer l'économie» aurait un effet délétère et particulièrement néfaste pour ceux qui seraient ainsi «protégés». En limitant le nombre d'Européens qui peuvent entrer, on force l'économie à mieux former, mieux intégrer, mieux employer les ressources humaines locales.

Tant que les entreprises peuvent engager dans un bassin de 100 millions d'employés potentiels, elles le feront sans hésitation.

Une limite dans l'accès à la ressource fondamentale qu'est le travail augmente le pouvoir de négociation des actifs et encourage les entreprises à rechercher des gains de productivité.

Mon changement d'opinion sur la libre circulation des personnes a aussi été influencé par une étude commandée par la Confédération. [Publiée](#) fin 2015, dans le cadre des discussions sur l'article 121a de la Constitution fédérale adopté par le peuple et les cantons le 9 février 2014, l'étude contient ce tableau:

Abbildung 4-2: Szenarische Annahmen zur Kontingentierung

	Wohnbevölkerung [in 1000]	Erwerbsbevölkerung und Grenzgänger [VZÄ in 1000]	Erwerbsquote [Erwerbsbevölkerung in % der Wohnbevölkerung]
Jahr 2015			
Schweizer	6'238	2'996	48.0%
Ausländer EU/EFTA	1'331	812	61.0%
Ausländer Nicht-EU/EFTA	670	355	53.0%
Grenzgänger EU/EFTA		279	
Total	8'239	4'442	53.9%
Jahr 2035 Bevölkerungsszenario A-06-2015 ohne Kontingentierung			
Schweizer	6'878	2'985	43.4%
Ausländer EU/EFTA	2'621	1'485	56.7%
Ausländer Nicht-EU/EFTA	749	372	49.7%
Grenzgänger EU/EFTA		444	
Total	10'248	5'287	51.6%
Jahr 2035 Mit Kontingentierung			
Schweizer	6'878	2'985	43.4%
Ausländer EU/EFTA	2'278	1'276	56.0%
Ausländer Nicht-EU/EFTA	749	372	49.7%
Grenzgänger EU/EFTA		408	
Total	9'905	5'042	50.9%

Que nous dit cette prévision? Sans contingent, donc avec le maintien de la libre circulation, la population dépasse les 10 millions en 2035. Avec contingents, la croissance démographique est plus faible. On atteint tout de même 9,9 millions. Logiquement, le nombre de Suisses ne varie pas: 6'878'000 dans les deux cas. Le nombre d'étrangers hors UE/AELE ne varie pas non plus: 749'000. La ligne du tableau qui change est celle des étrangers UE/AELE, ceux qui profitent de la libre circulation des personnes. Dans le cas du maintien de la libre circulation, les étrangers UE/AELE atteindraient 2'621'000 en 2035. Une hausse de 1'290'000 par rapport à 2015 (soit une moyenne de + 64'500 par an). Dans l'hypothèse avec contingents, le nombre d'étrangers UE/AELE atteindrait 2'278'000. En hausse de 947'000 (ou + 47'350 par an).

On voit bien que fin de la libre circulation ne signifie pas fin de la migration. Cela signifie une migration plus mesurée qui reste néanmoins clairement positive.

Est-il malvenu de faire un point de la situation après 15 années d'application des accords et d'initier un débat sur les avantages et les inconvénients de la libre circulation des personnes? de se demander quel mouvement veut poursuivre notre pays? quel modèle aurait la préférence de la population: celui qui permet de dépasser les 10 millions en 2035 (libre circulation des personnes), ou l'autre, contingenté, qui aboutit à 9'905'000? La réponse ne saute-t-elle pas aux yeux?

N'est-il pas temps aussi de faire le lien entre les préoccupations écologiques et l'évolution démographique? Pour prendre l'exemple le plus frappant et le chantier le plus important, celui de l'émission des gaz à effet de serre, on peut affirmer que la part suisse des objectifs fixés dans le cadre des accords de Paris sera plus facile à atteindre avec une croissance plus faible de la population. Est-il iconoclaste de faire cette simple réflexion?

Refuser la réflexion, ce n'est pas protéger l'existant. C'est au contraire faire le jeu des anti-système. Car, comme le dit bien le philosophe Frédéric Worms, [la seule réponse au système, c'est la critique.](#)

Contrôler l'immigration: sans contingent, c'est possible

Débat: une réponse à Benoît Genecand

Jean-Daniel Delley - 30 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31297>

La critique de la libre circulation est légitime, le débat nécessaire. Il ne suffit pas d'accumuler les [études et rapports](#) sur les bienfaits de l'ouverture du marché du travail helvétique aux ressortissants de l'Union européenne. Pas plus qu'il ne suffit de vitupérer l'immigration et de prétendre que sa limitation - mais de quel ordre de grandeur, nul n'ose ou ne sait s'y risquer - apaiserait tous nos maux.

Benoît Genecand dénonce à juste titre l'illusion d'une croissance économique stimulée par la libre circulation et profitable à tous. La croissance du PIB s'explique d'abord par celle de la population; comptabilisé par tête, le PIB stagne tout comme les salaires. Certes, cette croissance est bonne pour l'économie, note-t-il. Mais ce qui est bon pour l'économie ne profite pas forcément dans la même mesure aux salariés.

Voilà un diagnostic peu courant sous la plume d'un élu de la droite libérale-radical. Benoît Genecand pousse l'audace jusqu'à s'interroger

sur le modèle de développement sous-jacent à la libre circulation, un questionnement plutôt rare aussi bien à droite qu'à gauche d'ailleurs, tant la croissance est devenue un *mantra* de nos sociétés. Enfin, on ne peut le nier, la libre circulation, en attirant de nombreux candidats européens sur le marché helvétique du travail, exerce une pression sur les salaires.

Benoît Genecand nous rassure. La fin de la libre circulation ne signifierait pas celle de l'immigration. Une étude commandée par le Secrétariat d'Etat à l'économie montre qu'à l'horizon 2035, l'introduction de contingents ne diminuerait que d'environ 210'000 le nombre d'actifs en provenance de l'Union européenne. Certes les prévisions sont par définition incertaines: ainsi en 1969, le professeur Kneschaurek annonçait 10 millions d'habitants en l'an 2000 alors qu'il n'y en eut qu'un peu plus de 7 millions. Mais peut-on croire qu'une telle diminution, sur un total de près d'un million et demi d'immigrés, va contribuer à atténuer si ce n'est à résoudre les problèmes identifiés par

Benoît Genecand?

La Suisse ne peut se défaire à la légère de l'Accord sur la libre circulation (ALC), car elle devrait alors faire son deuil de l'ensemble des Accords bilatéraux I. Plus grave, elle solderait le seul lien solide qui la relie à l'Europe à un moment où les soubresauts de la politique mondiale montrent à l'évidence la vulnérabilité d'un Etat solitaire. Si des aménagements à la libre circulation se révèlent nécessaires, c'est dans le cadre de l'Union européenne et en partenariat avec elle qu'ils doivent se discuter et non par un cavalier seul helvétique.

D'autres voies possibles

Pour l'heure, les problèmes que l'on impute à l'ALC peuvent trouver des solutions par d'autres voies que la rupture avec l'Union européenne et l'isolement. La Suisse dispose des moyens de réguler l'immigration de manière autonome sans pour autant ériger des barrières en forme de contingents et autres plafonds.

A commencer par l'abandon d'une politique fiscale qui attire non seulement des entreprises étrangères, mais aussi la main-d'œuvre nécessaire à leur activité. A cet égard, on aurait pu attendre de Benoît Genecand qu'il manifeste son opposition à la réforme de l'imposition des entreprises, conçue précisément pour perpétuer cette attractivité. La promotion économique assidue et la concurrence fiscale à laquelle se livrent les cantons ne constituent pas un atout

pour la définition d'une politique de développement économique maîtrisée au niveau fédéral ([DP 2067](#)).

Un [contrôle](#) beaucoup plus strict du marché du travail pour lutter contre la sous-enchère salariale rendrait moins intéressant le recours à une main-d'œuvre étrangère faisant concurrence aux travailleurs locaux. La loi sur le [travail au noir](#) vient d'ailleurs d'être [modifiée](#) par le Parlement dans le sens d'une application plus efficace. La lourdeur bureaucratique d'un tel contrôle - c'est la crainte de Benoît Genecand - ne serait sans doute pas plus grave que celle engendrée par un système de contingents.

Enfin, la Suisse est loin de valoriser pleinement les compétences de ses habitants. Sous prétexte d'économies, elle limite l'accès à toute une série de formations pour ensuite importer une main-d'œuvre déjà formée. Par ailleurs et pour les mêmes raisons, elle peine à suffisamment développer les infrastructures permettant de conjuguer carrière professionnelle et vie de famille.

Toutes ces actions impliquent la volonté politique d'instaurer un modèle de développement démocratiquement débattu, qui se révèle tout à la fois durable et équitable dans la répartition de ses fruits ([DP 2129](#)). Au lieu de quoi nous nous laissons emporter par une croissance désordonnée, considérée comme un phénomène quasi naturel et dont nous nous étonnons ensuite qu'elle provoque des réactions de rejet.

La démocratie au temps du néolibéralisme

A propos du dernier livre de Marcel Gauchet

Olivier Meuwly - 29 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31288>

Il est délicat d'aborder de façon sereine ce néolibéralisme auquel il est de bon ton d'attribuer tous les

dysfonctionnements du temps. Aux libéraux, empêtrés dans ce «néo» qui attise leur mauvaise conscience, répond souvent

une gauche prompte à déceler dans le néolibéralisme un complot destiné à déstabiliser les démocraties occidentales.

Témoin un récent [«appel à contributions»](#) lancé par des chercheurs de l'Université de Berne désireux de rassembler les preuves que le néolibéralisme a lui-même façonné les crises qui ont jalonné ces 30 dernières années pour mieux étendre son empire sur les âmes...

C'est contre ce type de raisonnement formaté et rétif à des questionnements trop complexes que se dresse Marcel Gauchet dans le dernier volet de sa tétralogie consacrée à l'avènement de la démocratie, et qui vient de paraître: [Le nouveau monde](#).

Balayant les idées toutes faites sur ce fameux néolibéralisme, refusant les approches binaires et réduites à des causalités hâtivement caricaturées, Gauchet embrasse le phénomène néolibéral dans sa réelle ampleur, à la fois politique, économique et philosophique. Il ose se poser une question qui passe aujourd'hui pour une véritable provocation: si le néolibéralisme puise, certes, dans le libéralisme «historique» avant d'en «exploser» les finalités, ne se nourrirait-il pas aussi d'une vision de l'individu sublimé dans sa liberté que rien ne devrait altérer?

Voici une vingtaine d'années, nous avons mené une enquête similaire qui partait du postulat d'une victoire tardive de la pensée anarchiste dans le sillage de la révolution intellectuelle et culturelle des années 60 et 70, à travers le

vieux conflit entre le rationalisme hérité des Lumières et son antithèse, le romantisme allemand. Gauchet reprend le problème en méditant sur le processus de l'autonomisation de l'individu, progressivement détaché d'un univers unifié par la religion. Gauchet débusque lui aussi dans la rupture des années 60 et 70, et la mise au rancart de toute forme d'autorité exogène, l'émergence d'une revendication libertaire adoubant l'individu-roi. Les conséquences de ce renversement sont cataclysmiques, car la perception du politique, mais aussi du droit et de l'histoire, en sort bouleversée.

Cette tentative de repérer dans les années 60 et 70, sinon la cause des avanes de la démocratie dite «postmoderne», du moins la matrice d'un changement de paradigme à même d'expliquer les aspirations contradictoires de nos contemporains, déchirés entre une soif de liberté et un ancrage national rassurant, n'est pas isolée. Dans *Die Zeit* du 23 mars dernier, Thomas Assheuer a montré que même des historiens de Stanford, le foyer de la contre-culture américaine, relisent désormais les prémisses de ce mouvement dans une assomption de la liberté qui, tout en s'imposant sur la durée et en influençant l'essor de l'industrie numérique, a mis en place un système de pensée peut-être pas sans effet sur le vide idéologique actuel. Ce vide si propice à des discours populistes qu'embrasse

l'angoisse d'une société sans repères.

Marcel Gauchet voit la crise de la démocratie représentative dans l'affermissement d'un néolibéralisme d'autant plus habile à brouiller les pistes qu'il endosse lui-même une double tradition, dont on a abusivement tendance à juger les deux axes incompatibles. Droite et gauche sont ainsi invitées à s'interroger. La première s'est trop souvent complu dans un économisme survolté qui aurait brisé les amarres avec un système étatique apte à endiguer ses pulsions destructrices. Et à cette première dérive s'est ajoutée une véritable «*idéologie des droits de l'homme*» qui aurait repris à son compte le culte de l'individu unique maître de son destin promu par le néolibéralisme de «*droite*», pour mieux matelasser son unicité à travers une série de droits déconnectés de toute responsabilité collective.

Cette dernière proposition a valu à son auteur une haine farouche de la part d'une partie de la gauche, incapable d'accepter la moindre critique à l'égard de droits de l'homme hissés au rang de morale universelle. Pourtant, dans une récente interview accordée à [L'Obs](#), Gauchet a réaffirmé son attachement au socialisme...

La solution aux antinomies de notre modernité réside, selon le philosophe, dans une démocratie représentative seule apte à «*gérer*» la nécessaire distance entre le

citoyen et le pouvoir. Le philosophe éjecte ainsi en une ligne «*le rêve obsédant de la démocratie directe*», selon ses propres termes.

Il est cohérent avec lui-même: dans son esprit, la démocratie directe ne constitue que l'aboutissement de l'individualisme qu'il dénonce.

Pas à tort lorsque l'on examine les revendications du Mouvement Cinq étoiles en Italie ou des Pirates en Allemagne: leur démocratie, qui ambitionne d'anéantir tout intermédiaire, symbolise assurément le vide que Gauchet redoute. Mais son exécution de ce type de régime est toutefois un peu sommaire, à un moment où les peuples

réclament, malgré tout, plus de participation aux décisions qui les concernent.

A ce titre, le système suisse, qui canalise la démocratie directe par des procédures solides et réserve une place essentielle au Parlement, pourrait inspirer quelques réflexions.

De «l'initiative de crise» à l'action publique face à la crise des «subprimes»

Crise et chômage sont devenus des phénomènes durables auxquels on sait mieux répondre

Jean-Pierre Ghelfi - 28 mars 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31281>

Les propositions de l'initiative populaire pour combattre la crise des années 30 ont été vivement combattues au motif qu'il fallait éviter par-dessus tout de socialiser l'économie suisse. Vraiment? Aujourd'hui ces propositions constituent l'action «normale» des pouvoirs publics.

«L'industrie horlogère a subi des pertes gigantesques, au point que la contrée où elle s'exerçait est tombée dans une grande misère. Les chances de voir cette industrie retrouver son ancienne prospérité sont malheureusement fort minimes.» Cette citation n'est pas tirée d'un discours prononcé lors de la toute récente Foire internationale de l'horlogerie de Bâle, mais du *Message* du Conseil fédéral sur l'initiative populaire [«pour](#)

[combattre la crise et ses effets](#)». Lancée par le parti socialiste suisse et l'Union syndicale suisse, elle a été déposée le 30 novembre 1934 munie de 334'699 signatures.

Il n'y a pas de lien entre cette initiative et la crise de 2007-2008 - dite des *subprimes* -, sinon que celle vécue ces dernières années est considérée comme la plus grave depuis précisément celle des années 30. Mais néanmoins deux enseignements. D'une part, la politique monétaire a été inexistante dans les années 30, alors que Keynes la recommandait déjà. D'autre part, le Conseil fédéral rejetait un texte dont l'acceptation aurait conduit à une socialisation de notre vie économique.

Le Conseil fédéral de l'époque a fait diligence pour la traiter. Il a publié son *Message* le 6 mars 1935, plus de trois mois à peine après son dépôt. Les Chambres ont procédé à un examen tout aussi rapide de sorte que la votation a pu intervenir le 2 juin déjà. Le peuple l'a repoussée par 567'425 non contre 425'242 oui. Trois cantons et deux demi-cantons l'ont acceptée - aucun canton romand ne l'a soutenue. La participation, impressionnante, s'est élevée à 84,4%.

La raison de la célérité des débats tient au fait que l'initiative soulève - admirons la formulation - «une question fondamentale de la plus haute importance et c'est pourquoi le Conseil fédéral [...] en recommande nettement et

résolument le rejet». En la soumettant quasi séance tenante au vote, son intention était certainement d'éviter de prolonger un débat public qui ne pouvait, à son avis, que porter préjudice au pays et à son économie.

Keynes et la grande dépression

Petite parenthèse pour rappeler que le livre de John M. Keynes, [*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*](#), a été publié en février 1936. Le débat sur l'initiative de crise, au milieu des années 30, a opposé, pour simplifier, les tenants de l'économie classique (David Ricardo et ses principaux successeurs, Stuart Mill et Alfred Marshall) et la grande famille socialiste et marxiste. A quelques reprises d'ailleurs, le Conseil fédéral fait référence à Karl Marx pour apporter, croit-il, de l'eau au moulin de son argumentation. A défaut d'avoir terminé en 1935 la rédaction de sa *Théorie* Keynes avait déjà publié en 1930, un article intitulé *La grande dépression (The Great Slump)* dont les premiers mots sont: «*Le monde met du temps à réaliser que cette année se déroule à l'ombre de l'une des plus graves catastrophes économiques des temps modernes.*»

Ce texte explique très succinctement pourquoi et comment se produit un décalage entre les prix et les coûts, qui ne sera pas résorbé par la baisse des salaires. Il formule la recommandation que le premier pas pour sortir

du cauchemar qui pourrait encore durer, dit-il, de très nombreuses années – ce qui s'est bien produit –, est que les autorités des banques centrales des Etats-Unis, de France et d'Angleterre décident résolument d'agir ensemble pour restaurer la confiance sur le marché international des capitaux à long terme – ce qu'elles n'ont pas fait. Une telle action permettrait de rétablir les activités des entreprises, les prix et les profits afin de relancer le commerce international et la machine économique dans un délai raisonnable.

Plus vigilant que jamais

Dans son *Message* de 1935, le Conseil fédéral n'envisage à aucun moment une intervention éventuelle de la Banque nationale suisse. La seule référence relative à la monnaie est pour insister sur le fait qu'il importe par-dessus tout de veiller à ce qu'elle conserve sa valeur afin de ne pas réduire le crédit dont jouit le pays: «*Si l'endettement de la Confédération s'accroissait, l'étranger, qui observe avec méfiance l'évolution de la crise en Suisse, ne manquerait pas de saisir cette occasion et de spéculer à la baisse sur le franc suisse [...] Il faut être aujourd'hui plus vigilant que jamais, il faut éviter tout ce qui serait de nature à éveiller la méfiance, tant à l'étranger qu'en Suisse. Le fléchissement de la confiance dans le franc suisse aurait pour conséquence de forts retraits d'argent, des retraits de dépôts étrangers et la thésaurisation de l'or.*» Le

gouvernement n'évoque pas non plus la possibilité de procéder à la dévaluation du franc. Laquelle finira pourtant par intervenir en septembre 1936 et permettra enfin à la Suisse de sortir du cauchemar évoqué par Keynes.

Près de 80 ans plus tard, la situation ne se présente pas de la même manière, en particulier parce que les monnaies ne sont plus rattachées à l'or et «*flottent*» les unes par rapport aux autres depuis les années 70. Face à la crise des *subprimes* et la déstabilisation du système financier international qui en découle, ce sont les banques centrales des pays développés qui ont décidé d'intervenir avec l'objectif de relancer la machine économique et de préparer une sortie progressive de la crise. Leurs actions résolues sont intervenues sous la forme de ce qui a été appelé le «*quantitative easing*» (QE) par l'achat de titres (actions et obligations) pour des centaines de milliards d'unités monétaires, ainsi que par la baisse des taux d'intérêt. Elles ont au fond appliqué la recommandation formulée par Keynes en 1930.

Les événements imposent leur volonté

Il faut aussi dire quelques mots du contenu de l'initiative de crise et des arguments auxquels le Conseil fédéral a recouru pour s'y opposer. Pour combattre la crise, l'initiative demande, dans ses grandes lignes, que la Confédération veille à maintenir le pouvoir de

consommation du peuple en combattant la baisse générale des salaires et du prix de la production agricole et artisanale, assurant ainsi un revenu du travail suffisant. La Confédération doit procurer du travail et régler le placement; dégrever les entreprises agricoles et artisanales; garantir une assurance-chômage; développer l'exportation de produits industriels et agricoles, ainsi que le tourisme; régler le marché financier et contrôler les cartels et les trusts.

La position de principe adoptée par le Conseil fédéral pour s'opposer aux propositions de l'initiative ressort d'une déclaration faite en 1932 devant le Conseil national par le chef du département de l'économie publique et qui est reprise dans le *Message*: «*La situation dans laquelle nous nous trouvons et la crise que nous subissons conduisent forcément à certaines conséquences qu'aucun moyen ne nous permet d'éliminer. Il importe peu que nous voulions ou non baisser les salaires et les prix. Ce n'est pas nous qui commandons, les événements imposent leur volonté et nous n'en sommes que les exécuteurs.*»

Première incursion de la mondialisation

Plusieurs des activités considérées alors comme les plus importantes ont aujourd'hui pratiquement disparu. Mais en 1934 «*la broderie n'exhibe plus que les*

débris lamentables de sa prospérité d'antan; les industries de la soie et du coton ont rétrogradé dans une mesure telle que les milieux industriels concernés [...] ont sollicité des mesures de protection; l'industrie du chocolat et l'industrie du lait condensé ont aussi perdu presque tous leurs débouchés à l'étranger». *Idem* pour l'industrie horlogère (voir la citation figurant au début de cet article). L'industrie des machines «*se trouve dans une situation très critique; le nombre des ouvriers de fabrique est, en Suisse, moindre qu'avant la guerre* (de 14-18, donc)». La mondialisation fait une première incursion: les phénomènes mentionnés ci-dessus «*sont en premier lieu [...] la conséquence inéluctable d'une nouvelle répartition des marchés mondiaux [...]; là où persiste la demande de produits suisses, de nombreuses commandes se perdent, les frais de production en Suisse étant trop élevés comparativement à la capacité de paiement de l'étranger et aux frais de production des Etats qui sont en concurrence avec nous.*» Avec la conséquence qu'il «*faudra de longues années de patience et de sacrifice pour rétablir nos exportations, si même ce rétablissement est possible*». D'où la conclusion que «*crise et chômage sont devenus un problème mondial et ont le caractère d'un phénomène durable*».

Socialisation de la vie économique

Le Conseil fédéral ne croit pas un instant que ce qu'il qualifie de transformation fondamentale du régime économique existant puisse améliorer la situation: «*Beaucoup de ses partisans ne s'en rendent pas compte ou ne le désirent même pas, l'initiative de crise, si elle était adoptée, conduirait en réalité à une socialisation de notre vie économique.*» Ce serait la pire des choses qui pourrait arriver au pays. La crise est certes une très dure épreuve. Mais moindre, à son avis, que les graves risques que représentent les propositions contenues dans l'initiative.

La situation économique continuera de se détériorer jusqu'à ce que l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, la France et les Etats-Unis (entre autres) dévaluent leur monnaie dans le désordre avec des explications plus ou moins tarabiscotées (la valeur des monnaies était déterminée par rapport à une certaine quantité d'or) et que le Conseil fédéral prenne le 27 septembre 1936 un arrêté qui dévalue le franc de 30%.

Au final, il faut souligner que les nouvelles tâches envisagées par l'initiative de crise, rejetées avec véhémence par le Conseil fédéral, sont devenues autant de missions qui, pour l'essentiel, sont considérées comme normales. Le moins qu'on puisse dire est que l'économie n'en est pas pour autant devenue socialiste et

que, même amendé, le libéralisme économique s'en

porte toujours aussi bien et

paraît aujourd'hui tout aussi dominant qu'hier.

Expresso

Les brèves de DP, publiées sur le site dans le Kiosque

L'initiative Minder n'a pas réussi à réfréner les appétits apparemment illimités des dirigeants de grandes entreprises helvétiques. Leur salaires continuent de progresser, y compris lorsque les affaires ne brillent guère. Ce n'est pas tant l'argent qui les intéressent, disent-ils, que le besoin d'être rémunérés au même niveau que leurs collègues. Le chroniqueur de la [NZZ](#) a trouvé la solution: envoyer ces managers chez le psychiatre. | *Jean-Daniel Delley -29.03.2017*

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur [domainepublic.ch](#) pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Transports: la course dans le nuage

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Num%C3%A9risation>

<http://blog.cff.ch/geneva-international-motor-show-un-salon-de-plus-en-plus-branche/2017/03/23/>

<http://www.maschinenmarkt.ch/gornergrat-bahn-auf-digitaler-pionierfahrt-a-588466/>

<http://www.lenouvelliste.ch/articles/valais/innovation-numerique-pour-le-chemin-de-fer-du-gornergrat-623810>

<https://french.alibaba.com/>

<http://www.tagblatt.ch/ostschweiz/Testlabor-fuer-die-Bahnbranche;art120094,4901744>

<http://www.bernerzeitung.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/sbb-testen-ferngesteuerte-zuege/story/26433133>

http://www.cff.ch/groupe/medias/communiqués.newsdetail.2017-2-1302_1.html

<https://www.bav.admin.ch/bav/fr/home/actualites/oft-actualites/edition-actuelle/article-1.html>

Contrôler l'immigration: pourquoi des contingents s'imposent

<http://www.tdg.ch/suisse/libre-circulation-personnes/story/16485547>

<http://nccr-onthemove.ch/highlights-1/highlights-1-2/>

https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Publikationen_Dienstleistungen/Publikationen_und_Formulare/Aussenwirtschafts/Verhaeltnis_zur_EU/Volkswirtschaftliche_Auswirkungen_Wegfalls_Bilateralen_I.html

<https://www.domainepublic.ch/wp-content/uploads/tableau-2-1.png>

http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/03/17/la-seule-reponse-au-systeme-c-est-la-critique_5095962_3232.html

Contrôler l'immigration: sans contingent, c'est possible

https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Arbeit/Personenfreizugigkeit_Arbeitsbeziehungen/Observatorium_Freizuegigkeitsabkommen.html

<https://www.domainepublic.ch/articles/27191>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2017/2293.pdf>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20020224/index.html>

<https://www.admin.ch/opc/fr/federal-gazette/2017/2293.pdf>

<https://www.domainepublic.ch/articles/29664>

La démocratie au temps du néolibéralisme

<http://infoclio.ch/fr/node/146033>

<http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Bibliotheque-des-Sciences-humaines/Le-nouveau-monde>

<http://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20170126.OBS4371/qu-est-il-arrive-a-nos-democraties-grand-entretien-a-vec-marcel-gauchet.html>

De «l'initiative de crise» à l'action publique face à la crise des «subprimes»

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis35.html>

http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/theorie_gen_emploi/theorie_emploi_monnaie_1.pdf

<https://www.gutenberg.ca/ebooks/keynes-slump/keynes-slump-00-h.html>

Espresso

<https://www.nzz.ch/meinung/chefloehne-wenn-spitzenmanager-einen-psihiater-brauchen-ld.153405>